

ELEMENTS D'APPRECIATIONS DES FINANCES PUBLIQUES

DE LA TUNISIE 2011- 2018

Mise à jour le 30 juillet 2019

La situation des finances publiques demeure en tête des préoccupations du pays. Les différents paramètres qui s'y rapportent accusent, sous l'effet de la forte accélération des dépenses budgétaires, de fortes détériorations.

Le présent papier analyse l'évolution des principales composantes du budget de l'Etat pour la période 2011-2018 et compare les différents paramètres et ratios, qui s'en dégagent, avec ceux d'un certain nombre de pays, chaque fois où cela est possible, de façon à dégager quelques enseignements et orientations utiles au redressement des comptes de l'Etat.

I. LES DEPENSES BUDGETAIRES ENREGISTRENT UNE IMPORTANTE EXPANSION

Les dépenses de l'Etat progressent au cours de la période 2011-2018 à un taux annuel moyen de 9.8 pourcent, dépassant de plus de 3 points le taux de croissance du PIB (6.7 pourcent aux prix courants) contre une situation totalement inverse au cours de la période 2003-2010 (respectivement 5.8 et 8.5 pourcent).

L'accélération des dépenses budgétaires est imputable principalement, comme l'explicitent les développements suivants, à l'expansion des charges salariales, et, dans une moindre mesure, aux charges assumées par l'Etat en matière de subventions et de compensations ; le budget de capital de l'Etat augmente, en revanche, très modérément.

1. SALAIRES ET TRAITEMENTS

Forte expansion de l'effectif de L'administration

Le total des fonctionnaires et ouvriers de l'Etat est évalué, en ne prenant pas en compte les collectivités locales, à près de 620 000 à fin 2016 contre 466 000 à fin 2010 réparti comme suit¹ :

¹ Source : Mahmoud Ben Romdhane : La Démocratie en quête d'Etat (avril 2018)

Départements ministériels	2010	2016	Variation
Ressources humaines ²	273 865	354 000	80 135
Intérieur (hors col. locales) et défense	110 661	165 852	55 191
Autres départements	81 594	99 557	17 963
Total	466 120	619 409	153 289

Il en ressort une augmentation de quelques 153 000 en six ans, correspondant à 95 pourcent des créations totales d'emplois pour la période 2011-2016 (160 mille emplois environ).

Le rythme annuel moyen s'établit à 4.8 pourcent entre 2011 et 2016 sous tendant :

- ▮ Une progression annuelle moyenne de 7 pourcent de l'effectif au niveau des départements de l'intérieur et de la défense ;
- ▮ Une augmentation annuelle moyenne de 4.4 pourcent de l'effectif des départements de ressources humaines : éducation, enseignement supérieur, recherche scientifique, jeunesse et sport, affaires sociales et santé ;
- ▮ un accroissement annuel moyen de 3.4 pourcent au niveau de l'effectif des autres départements ministériels.

Il est à signaler que la loi d'amnistie générale du 19 février 2011 ne prévoit dans son article 2 que la réintégration des amnistiés dans leur emploi ; elle ne concernait, donc, que ceux qui avaient perdu leurs emplois après les condamnations dont ils avaient fait l'objet. La loi du 22 juin 2012 portant dispositions dérogatoires pour le recrutement dans le secteur public étend, cependant, le recrutement direct à un membre de chaque famille des « martyrs de la révolution » et à tous les bénéficiaires de l'amnistie générale.

A titre d'éclairage, le Maroc³ qui a une population active de 12 millions de personnes actives n'a que 570 000 fonctionnaires civils en 2017 en ne prenant pas en compte le personnel des collectivités locales, soit un ratio de 47 fonctionnaires pour 1000 actifs contre un ratio correspondant de 109 fonctionnaires civils pour la Tunisie⁴

² Regroupant les départements de l'éducation, de l'enseignement et de la recherche scientifique, de la santé et de la jeunesse et des sports

³ Source : finances.gov.ma : Rapport sur les ressources humaines du projet de loi des finances de 2018

⁴ Rapport entre le total des fonctionnaires hors ministères de la défense et de l'intérieur, soit 455 000 environ attendus en 2017, et la population active, soit 4.1 millions

Renforcement de la part des salaires du personnel de l'Etat

L'augmentation de l'effectif des agents et ouvriers émergeant sur le budget de fonctionnement, combinée avec la revalorisation des salaires et traitements servis par le budget de l'Etat et à l'avancement statutaire et aux promotions des fonctionnaires, se traduit par une progression de la masse salariale au cours de la période 2011-2018 de 10.2 pourcent en moyenne par an, soit un taux dépassant de 3.5 points la croissance du PIB à prix courants (6.7 pourcent par an).

De la sorte, la part des salaires de la fonction publique se trouve renforcée d'année en année. Leur part dans le PIB passe de 10.8 pourcent en 2010 à 13 pourcent en 2014 et se situe à 13.9 pourcent en 2018 après avoir culminé à 14.8 pourcent en 2017. Leur part dans les recettes fiscales passe de 53.4 pourcent en 2010 à plus de 60 pourcent en 2018 contre un ratio de 57 pourcent au Maroc.

Le dérapage des salaires avait coûté aux contribuables une facture de plus de 18 milliards de dinars⁵ pour la période 2011-2018, ce qui correspond à plus de la moitié du déficit budgétaire cumulé au cours de cette période (35 878 MDT) :

En MDT	2010	2018	2004-2010	2011-2018
Traitements et salaires	6 785	14 352	37 949	90 357
Ratio par rapport au PIB	10.7%	13.9%	10.7%	13.5%
Ratio /recettes fiscales	53.4%	67.7%	55.1%	61.7%

En se référant aux statistiques relatives à la rémunération des administrations en 2014 dans l'Union Européenne, publiées par « Panorama des statistiques de l'OCDE », l'on relève, comme le reflètent les données ci-après, que la part des salaires de l'administration tunisienne dans le PIB observée depuis 2016 n'est dépassée que par celle du Danemark, sachant que la pression fiscale de celui-ci est l'une des plus élevée dans le monde : soit 50.9 pourcent du PIB en 2014 contre un taux de prélèvement obligatoire, intégrant l'impôt local et les cotisations sociales, de 30 pourcent environ pour la Tunisie.

⁵ Différence entre la masse salariale enregistrée au cours de la période 2011-2018, soit 90 357MDT, et celle résultant du maintien tout au long de cette période du taux moyen relevé au cours de la période 2003-2010, (10.8%du PIB), soit 72 107 MDT.

Part des salaires de l'administration en pourcentage du PIB au cours de l'année 2014 :

Italie	10.0
Portugal	11.8
Grèce	12.0
Belgique	12.5
France	13.0
Finlande	14.3
Danemark	16.9

2. SUBVENTIONS PUBLIQUES

Reprise de la tendance à la hausse des subventions en 2017

La baisse des prix du pétrole sur le marché international, avec un cours du baril se ramenant d'une moyenne de 108 \$ en 2013 à 43.5 \$ en 2016 se traduit par une maîtrise relative des dépenses de l'Etat au titre des subventions au cours de la période 2014 et 2016. Celles-ci, après le pic de 2013 (5514 MDT et 7.3 pourcent du PIB), se réduisent de plus de la moitié en 2016 en se ramenant à 2211 MDT et 2.5 pourcent du PIB. Mais avec le renchérissement des cours du pétrole en 2017 et 2018, la tendance des subventions repart à la hausse. Les crédits alloués à ce titre augmentent de 2.2 milliards de dinars en 2017 et de 1.5 milliard en 2018.

Subventions MDT	2010	2013	2016	2018
Produits de base	730	1 450	1581	1 750
Hydrocarbures	550	3 734	197	2 700
Transports	220	330	433	450
Total	1 278	5 514	2 211	4 900
Ratio/PIB	4.18%	7.34%	2.46%	4.62%

Au total, les subventions durant la période 2011- 2018 auraient coûté aux contribuables quelques 29.6 milliards de dinars et 4.4 pourcent environ du PIB, ce qui correspond à près des trois quarts du budget de capital de l'Etat consacré durant cette période aussi bien pour les investissements directs que pour les interventions économiques.

Comparativement aux niveaux relatifs des subventions accordées durant la période 2004-2010 (2.2 pourcent du PIB), il y a un dérapage des dépenses budgétaires de plus de 2 points du PIB en moyenne par an, soit un montant cumulé de 14.5 milliards de dinars⁶.

En MDT	2003-2010	2011-2018
Produits de base	4 262	11 557
Carburants	3 447	15 099
Transports	1 278	2 972
Total	8 841	29 628
Ratio par rapport au PIB	2.27%	4.44%

3. BUDGET DE CAPITAL DE L'ETAT

Une progression modérée du budget de développement de l'Etat

Le budget de développement de l'Etat a augmenté très modérément entre 2010 et 2015, de l'ordre de 2.2 pourcent par an en nominal, ce qui correspond à un taux inférieur à l'évolution de l'inflation (4.8 pourcent en moyenne). Les crédits alloués dans le cadre des lois de finances n'ont été que partiellement réalisés. Une relance des dépenses du budget de développement est, cependant, réalisée en 2016 (13 pourcent) et dans une moindre mesure en 2017 (+ 5.7 pourcent) et 2018 (+ 3.7 pourcent).

Finalement, le budget d'équipement cumulé pour la période 2011-2018 représente 6.1 pourcent du PIB soit un taux en retrait de 0.5 point par rapport à la moyenne de la période 2003- 2010 (6.6 pourcent).

II. LES RECETTES PROPRES DU BUDGET DE L'ETAT ENREGISTRENT UNE PROGRESSION BIEN INFÉRIEURE A CELLE DES DÉPENSES

Les recettes propres de l'Etat progressent à un taux de 8.2 pourcent en moyenne par an au cours de la période 2011- 2018, en retrait de 1.6 point par rapport à celui des dépenses (9.8 pourcent) alors que durant la période 2003-2010, c'était plutôt l'inverse qui s'était produit :

⁶ Montant correspondant à la différence entre les dépenses enregistrées au cours de la période 2011-2018, soit 29.6 milliards de dinars et le total résultant du maintien du taux de subvention relevé au cours de la période 2003-2010 (2.27 % du PIB) soit 15.1 milliards de dinars.

+8.3 pourcent par an pour les recettes propres et + 5.8 pourcent par an pour les dépenses budgétaires.

1. IMPOTS DIRECTS

Importante augmentation des recettes au titre de l'impôt sur les revenus des non-salariés

Les recettes au titre des impôts directs sur les salaires et les traitements progressent de 8.4 pourcent en moyenne par an entre 2011 et 2018 alors que les recettes au titre des impôts sur les non-salariés augmentent de 20 pourcent en moyenne par an. La structure de l'impôt sur les revenus s'en trouve modifiée avec une augmentation sensible de la part des non-salariés ; celles-ci passent de 23 pourcent en 2010 à 40 pourcent en 2018.

En MDT	2010	2014	2018
Impôts directs des salariés	2 005 77%	3 260 80%	3 831 60%
Impôts directs des non-salariés	595 23%	835 20%	2 528 40%
Total impôts sur les revenus	2 600	4 095	6 359

En conséquence, la part des impôts directs sur les revenus de l'ensemble des personnes physiques se renforce d'année en année. Elle était de 4.1 pourcent du PIB en 2010 ; elle a atteint 5.1 pourcent en 2014 et elle se situe à 6 pourcent en 2018. Malgré cette progression notable, le taux atteint est bien en deçà de la moyenne de l'OCDE⁷ qui est de 8.7 pourcent pour l'année 2014.

Impôts sur les revenus des personnes physiques par rapport au PIB en 2014

Belgique	12.9
Corée du sud	4.0
Danemark	27.67
Espagne	7.42
Finlande	13.4
France	8.4

⁷ Données de l'OCDE sur les recettes fiscales pour les pays autres que la Tunisie

Grèce	6.08
Italie	8.77
Japon	5.78
Portugal	7.40
Turquie	4.22
Moyenne de l'OCDE	8.77
Tunisie (2014)	5.07

Importante baisse des impôts sur les sociétés à partir de 2015

La baisse des recettes au titre de l'impôt sur les sociétés relevée en 2015 s'est accentuée en 2016. La baisse touche aussi bien les sociétés pétrolières (- 700MDT en 2015 et - 670MDT en 2016), en relation avec la baisse de la production et la chute des prix sur le marché international, que les sociétés non pétrolières (- 600 MDT en 2015 et - 430 MDT en 2016) sous l'effet, notamment, du ralentissement de l'activité économique.

Un redressement relatif est toutefois enregistré à partir de 2017, sous l'effet notamment de la reprise de la croissance, comme le montre le tableau suivant :

En MDT	2014	2015	2016	2017	2018
Impôt sur les sociétés pétrolières	1 791	1 089	419	586	795
Impôt sur les sociétés non pétrolières	2 283	1 645	1 215	1 769	1911
Impôt direct sur les sociétés	4 074	2 734	1 634	2 355	2 706
Taux par rapport au PIB en %	5.04	3.22	1.82	2.44	2.61

Les recettes au titre de l'impôt sur les sociétés (non pétrolières) durant la période 2011-2014 avaient représenté en moyenne 2.5 pourcent du PIB. Elles n'en représentent que 1.8 pourcent aussi bien en 2017 malgré la contribution conjoncturelle exceptionnelle, qu'en 2018.

Il est à signaler que le taux moyen des 38 pays de l'OCDE a été en 2014 de 2.88 pourcent du PIB en 2014 : les taux du Japon et de la Corée sont relativement élevés alors que ceux de la Turquie et de la Grèce sont parmi les moins élevés :

Impôts sur les sociétés en pourcentage du PIB pour l'année 2014 :

Belgique	3.19
Corée du Sud	3.16
Danemark	2.69
Espagne	1.95
France	2.04
Finlande	1.93
Grèce	1.19
Italie	2.75
Japon	4.04
Portugal	2.98
Turquie	1.85
Tunisie (2014) ⁸	2.82

2. TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Relance des recettes au titre de la TVA en 2017 et 2018

Les données publiées par le ministère des Finances révèlent, après le fléchissement des recettes de 50MDT en 2015 (de 5107MDT à 5058 MDT), et la faible augmentation de l'année 2016 (+ 80 MDT et + 1.6%), une importante relance au cours de l'année 2017 (+18.6%) et en 2018 (+ 21.9 pourcent) en relation avec la reprise de la croissance, le relèvement d'un point du taux de la TVA et l'effort de recouvrement déployé en la matière.

La part de la TVA dans le PIB enregistre une évolution en dents de scie corrélée avec celle de la croissance : 5.9 pourcent en 2010 ; 6.3 pourcent en 2014 ; 5.7 pourcent en 2016, de nouveau 6.3 pourcent en 2017 et 7 pourcent en 2018

⁸ Correspondant à l'impôt des sociétés non pétrolières

Il est à signaler que le taux moyen était en 2014 de 6.8 pourcent pour les pays de l'OCDE et 6.9% pour la France.

III. L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ENREGISTRE D'IMPORTANTES PRESSIONS TOUT AU LONG DES ANNEES 2011-2017

L'accélération des dépenses face à la décélération des recettes propres entraîne d'importantes répercussions sur l'équilibre du budget de l'Etat.

1. EPARGNE BUDGETAIRE

Une épargne budgétaire devenue négative à partir de 2011

Le solde primaire du budget de l'Etat (différence entre les recettes propres et les dépenses hors service de la dette) était excédentaire en 2010 (+ 477 MDT). Il est devenu négatif à partir de 2011 avec une tendance à la hausse entre 2011 et 2017. Un mieux est toutefois relevé en 2018 avec une baisse du solde négative de près de 1.5 milliard de dinars comme le montre le tableau ci-après :

En MDT	2010	2014	2016	2017	2018
Recettes propres hors dons, privatisations et biens confisqués	14 769	19 894	20 588	23 559	27 569
Dépenses hors service de la dette	14 292	22 452	24 113	27 286	29 822
Solde primaire du budget	+ 477	- 2 558	- 3 525	- 3 727	-2253

L'insuffisance cumulée des ressources propres (hors dons, privatisations et biens confisqués) par rapport aux dépenses hors service de la dette publique ressort pour la période 2011-2018 à près de 21.6 milliards de dinars, ce qui correspond à 3.2 pourcent du PIB.

2. DEFICIT BUDGETAIRE

Un Déficit budgétaire qui continue à être important malgré la détente relevée en 2018

Le déficit budgétaire par rapport au PIB passe d'une moyenne de 2.2 pourcent durant la période 2003- 2010 à 5.4 pourcent durant la période 2011- 2018. Au cours de cette dernière période deux pics sont relevés : le premier en 2013 avec un déficit de 6.9 pourcent du PIB et

le second en 2016 et 2017 avec un déficit correspondant à 6.1 pourcent du PIB pour chacune de ces deux années.

En se référant aux données de l'année 2015 relatives au déficit budgétaire des pays de l'Union Européenne publiées par Eurostat, l'on relève que le niveau de déficit de la Tunisie n'est dépassé que par celui de la Grèce et de l'Espagne :

Déficit budgétaire de l'année 2015 par rapport au PIB :

Belgique	2.6%
Espagne	5.1%
France	3.5%
Grèce	7.2%
Italie	2.6%
Portugal	4.4%
Moyenne UE	2.1%
Tunisie	4.8%

3. EMPRUNTS EXTERIEURS ET INTERIEURS

Quadruplement des capitaux extérieurs mobilisés

Les capitaux extérieurs mobilisés pour les besoins de financement du budget de l'Etat de la période 2011-2018 ressortent à quelques 37.4 milliards de dinars sous forme d'emprunts extérieurs et près de 2.6 milliards sous forme de dons extérieurs soit un total de 40 milliards de dinars environ, ce qui correspond à près d'un quadruplement du niveau mobilisé durant la période 2003-2010 (10.2 milliards de dinars).

En revanche, les capitaux mobilisés sur le marché intérieur n'enregistrent qu'une augmentation limitée à 60 pourcent passant de 11.5 milliards de dinars au cours de la période 2003-2010 à 18.6 milliards au cours de la période 2011-2018.

4. DETTE PUBLIQUE

Forte augmentation de la dette publique de 36 points du PIB par rapport à 2010

Il est relevé entre 2010 et 2018 plus qu'un triplement du montant nominal de la dette publique. L'encours de celle-ci passe de 25.6 milliards de dinars à plus de 81 milliards de dinars pour 2018⁹. Le taux d'endettement par rapport au PIB s'en trouve fortement augmenté, passant de 40.7 pourcent en 2010 à 76.7 pourcent en 2018 sous l'effet combiné de trois facteurs :

- ▮ Décélération de la croissance du PIB : 6.7 pourcent par an à prix courants au cours de la période 2011-2018 contre 8.6 pourcent pour la période 2003 -2010.
- ▮ Augmentation du déficit budgétaire : un maintien du taux moyen de la période 2003-2010, soit 2.2 pourcent, aurait permis d'éviter un endettement de 21.2 milliards de dinars durant les années 2011- 2018 ;
- ▮ Glissement du dinar par rapport aux principales devises de remboursement de la dette extérieure. Le glissement entre 2010 et 2018 s'est situé à 65 pourcent pour l'euro (de 1,897 dinars à 3.127 dinars) et 85 pourcent pour le dollar (de 1,433dinars à 2,647dinars) sachant que la part de la dette publique d'origine extérieure dans le total de la dette publique est passée de 60.7 pourcent 74 pourcent.

Ceci dit, le montant cumulé des paiements au titre du service de la dette publique extérieure durant la période 2011-2018 représente 13.6 pourcent des recettes propres de l'Etat (hors dons extérieurs et revenus de privatisations); alors que les emprunts extérieurs mobilisés au cours de cette période représentent 23 pourcent des recettes propres.

En MDT	Emprunts extérieurs	Service dette extérieure	Capitaux en nets
Total 2003-2010	9 637	14 537	-4 900
Total 2011-2018	37 366	22 100	+15 266

Il y a des flux nets positifs de quelques 15 milliards de dinars contre un montant cumulé net négatif de 4.9 milliards de dinars pour la période 2003- 2010. La situation serait, cependant, a priori différente pour les prochaines années, étant donné l'échéancier de remboursement des derniers emprunts contractés.

CONCLUSION

Les développements qui précèdent montrent que la situation des finances publiques continue à requérir de la vigilance malgré l'amorce d'un desserrement encourageant des pressions en 2018.

En effet, D'importants efforts sont encore nécessaires en matière de maîtrise des charges au titre des salaires et des traitements de la fonction publique pour se rapprocher des normes internationales en matière de coût-efficacité. Ils le sont aussi au niveau des caisses de sécurité sociale qui continuent à être soumises à d'importantes pressions malgré les mesures prises récemment en faveur de la CNRPS et également au niveau de la rationalisation des dépenses au titre des compensations et des subventions qui constituent un lourd fardeau et un important facteur de distorsion dans l'allocation des ressources.

Ceci dit, il est important de souligner, que, quels que soient les efforts qui seraient déployés pour élaborer des réformes, préciser leur calendrier et dégager le consensus à leur mise en œuvre, le redressement des finances publiques, sur des bases durables et suivant un coût social raisonnable, est intimement lié à l'accélération de la croissance et des créations d'emploi et donc à un plus grand engagement du secteur privé en matière d'investissement et de création de richesses. C'est, en fait, le principal enjeu qui se pose au pays et dont il importe de réunir les conditions humaines, institutionnelles et réglementaires pour le relever avec succès.

A titre d'éclairage, un point de plus de croissance du PIB engendre 15 000 à 20 000 emplois supplémentaires et plus de 300 MDT de recettes fiscales additionnelles et, donc, une marge de manœuvre plus importante pour le rééquilibrage du budget de l'Etat et pour le rétablissement des fondamentaux de l'économie.

Mots clés : Finances publiques Tunisie ; Budget de l'Etat Tunisie

Forum Ibn Khaldoun 30 juillet 2019

ANNEXE I : Part du budget de l'Etat dans le PIB

En MDT	Budget de l'Etat	PIB prix du marché	Ratio en %
2003	11 050	35 373	31.2
2004	13 003	38 839	33.5
2005	13 025	41 871	31.1
2006	13 888	45 756	30.3
2007	15 087	49 865	30.3
2008	16 068	55 273	29.1
2009	17 417	58 677	29.7
2010	17 884	63 055	28.4
2004-2010	+ 7.1 par an	+8.6% par an	29.8
2011	20 751	64 492	32.2
2012	23 262	70 353	33.1
2013	26 435	75 144	35.2
2014	27 318	80 865	33.8
2015	26 861	84 689	31.7
2016	29 311	89 792	32.6
2017	34 290	96 325	35.6
2018	37 747	106 000	35.6
2011-2017	+9.8%	+6.7%	33.8

Source : Ministère des Finances et calculs du Forum Ibn Khaldoun

ANNEXEII : Composition du budget de l'Etat

En MDT	fonctionnement	Budget de capital	Service dette publique
2003	5 335	2 405	3 119
2004	5 912	2 551	4 476
2005	6 544	2 526	3 833
2006	7 112	2 646	3 914
2007	7 904	2 794	3 921
2008	9 264	3 315	3 276
2009	9 365	4 014	3 242
2010	10 001	4 302	3 616
2004-2010	+9.4 % par an	+7.5% par an	+2.1% par an
2011	12 503	4 729	3 608
2012	14 636	4 765	4 120
2013	17 448	4 393	4 423
2014	17 285	4 792	4 865
2015	17 228	4 799	4 613
2016	18 420	5 422	5 198
2017	21 432	5 730	7 005
2018	23 680	5 944	7 925
2011-2018	+ 11.4% par an	+ 4.1% par an	+10.3% par an

Source : Ministère des Finances et calculs du forum Ibn Khaldoun

Annexe III : composition du budget de fonctionnement

	Traitements et salaires	Ratio /PIB	Total des Subventions	produits de base	carburants	transport
2003	3 968	11.2%	317	204	0	113*
2004	4 253	11.0%	585	262	203	120*
2005	4 591	11.0%	884	243	508	133*
2006	4 932	10.8%	807	307	500	146
2007	5 328	10.7%	1282	668	450	164
2008	5 761	10.4%	2036	1048	806	182
2009	6 299	10.7%	1 430	800	430	200
2010	6 785	10.7%	1 500	730	550	220
2003-2010	41 917	10.8%	8 841	4 262	3 447	1 278
2011	7 679	11.9%	2 869	1 100	1 536	233
2012	8 656	12.3%	3 624	1 235	2 111	278
2013	9 608	12.8%	5 514	1 450	3 734	330
2014	10 541	13.0%	4 154	1 417	2 353	384
2015	11 581	13.7%	2 864	1 530	918	416
2016	13 164	14.7%	2 211	1 581	197	433
2017	14 352	14.8%	3 492	1 494	1 550	448
2018	14 776	13.9%	4 900	1 750	2 700	450
2011-2018	90 357	13.5%	28 628	11 557	15 099	2 972

Source : Ministère des Finances

NB : les données au titre des subventions du secteur des transports en 2003 et 2005 correspondent aux crédits de paiement dans le cadre de la loi des finances

ANNEXE IV : Dette publique de l'Etat

En MDT	Dette publique	Ratio/ PIB	Dette extérieure	dette intérieure
2003	19 463	55.0%	12 529	6 934
2004	20 916	53.9%	13 209	7 707
2005	21 949	52.4%	14 026	7 923
2006	22 221	48.5%	13 286	8 935
2007	22 829	45.8%	13 300	9 529
2008	23 927	43.3%	14560	9 367
2009	25 190	42.9%	14 716	10 474
2010	25 640	40.7%	15 551	10089
2004-2010	+4.0% par an		+3.1% par an	+5.5% par an
2011	28 779	44.6%	16 701	12 078
2012	31 418	44.7%	19 712	11 706
2013	34 987	46.5%	19 963	15 024
2014	41 054	50.8%	24 781	16 273
2015	46 921	55.4%	28 893	17 028
2016	55 921	62.3%	36 413	19 508
2017	67 830	70.4%	46 833	20 997
2018	81 345	76.7%	60 213	21 132
2011-2018	+15.5% par an		+18.4% par an	+9.7% par an

Source : ministère des Finances

ANNEXE V : Recettes propres de l'Etat

	Recettes propres	dons	Privatisation et biens confisqués	Recettes propres spécifiques
2003	7 821	48	8	7 765
2004	8 717	37	125	8 555
2005	9 280	70	170	9 040
2006	10 553	48	380	10 125
2007	11 444	38	391	11 015
2008	13 714	192	147	13 375
2009	13 765	178	0	13 587
2010	14 823	54	0	14 769
2004-2010	+9.6% par an	T : 665 MDT	T : 1221	+9.6% par an
2011	16 753	207	383	16 163
2012	18 488	633	1 105	16 750
2013	19 992	509	1 265	18 218
2014	20 360	370	96	19 894
2015	20 186	292	70	19 824
2016	21 245	130	527	20 588
2017	23 891	187	145	23 559
2018	27 942	236	137	27 569
2011-2018	+8.2 % par an	T : 2 564MDT	T : 3 728 MDT	+8.1% par an

Source : Ministère des Finances

ANNEXE VI : Recettes fiscales

En MDT	Recettes fiscales	PIB aux prix du marché	Pression fiscale
2003	6 631	35 373	18.7%
2004	7 252	38 839	18.7%
2005	7 904	41 871	18.9%
2006	8 470	45 756	18.5%
2007	9 508	49 865	19.1%
2008	11 331	55 273	20.5%
2009	11 685	58 677	19.9%
2010	12 699	63 055	20.1%
2003-2010	75 480	388 708	19.4%
2011	13 630	64 492	21.1%
2012	14 865	70 354	21.1%
2013	16 322	75 144	22.0%
2014	18 674	80 866	23.1%
2015	18 546	84 689	21.9%
2016	18 702	89 792	20.8%
2017	21 187	96 325	21.9%
2018	24 503	10 600	23.1%
2011-2018	146 429	667 662	21.9%

Source : Ministère des Finances

Annexe VII : principales composantes des recettes fiscales

	salariés	non salariés	Sociétés pétrolières	Sociétés non pétrolières	TVA
2003	1 006	303	174	694	2 006
2004	1 082	355	240	708	2 258
2005	1 160	364	459	903	2 301
2006	1 301	416	550	839	2 466
2007	1 473	476	884	865	2 660
2008	1 606	539	1150	1266	3 309
2009	1 843	537	647	1619	3 400
2010	2 005	595	813	1620	3 750
2004-2010	10 470	3 282	4 743	7 820	20 144
2011	2 326	547	999	2 042	3 848
2012	2 640	548	1285	1 616	4 376
2013	3 068	640	1682	1 729	4 452
2014	3 260	835	1791	2 284	5 107
2015	3 557	1 531	1089	1 645	5 058
2016	4 106	1 836	419	1 215	5 138
2017	4 028	2 176	586	1 769	6 092
2018	3 831	2 528	795	1 911	7 425
2011-2018	26 816	10 641	8 646	14 181	41 496

Source : Ministère des Finances

ANNEXE VIII : Evolution du Solde primaire du budget de l'Etat

En MDT	Recettes propres nettes	Budget hors service dette	Solde primaire
2003	7 765	7 931	-166
2004	8 555	8 527	+28
2005	9 040	9 192	-152
2006	10 125	9 974	+151
2007	11 015	11 166	-151
2008	13 375	12 792	+583
2009	13 587	14 175	-588
2010	14 769	14 292	+477
2003-2010	80 466	80 118	+182
2011	16 163	17 144	-981
2012	16 750	19 142	-2 392
2013	18 218	22 012	-3 794
2014	19 894	22 452	-2 558
2015	19 824	22 249	-2 425
2016	20 588	24 113	-3 525
2017	23 559	27 286	-3 727
2018	27 569	29 822	-2 253
2016-2018	162 565	184 220	-21 655

Source Ministère des Finances et calculs du Forum Ibn Khaldoun

ANNEXE IX : Evolution du déficit budgétaire

	Déficit budgétaire	Ratio /PIB	Déficit budgétaire hors subventions énergie	Ratio/PIB
2003	1 099	3.1%	1 099	3.1%
2004	998	2.6%	795	2.0%
2005	1 213	2.9%	705	1.7%
2006	1 174	2.6%	674	1.5%
2007	1 333	2.7%	883	1.8%
2008	559	1.0%	-247	0.4%
2009	1 770	3.0%	1 340	2.3%
2010	650	1.0%	100	0.16%
2003-2010	8 796	2.26%	5 349	1.37%
2011	2 127	3.3%	591	0.9%
2012	3 853	5.5%	1 742	2.5%
2013	5 207	6.9%	1 473	2.0%
2014	4 074	5.0%	1 721	2.1%
2015	4 069	4.8%	3 151	3.7%
2016	5 510	6.1%	5 313	5.9%
2017	5 986	6.1%	4 436	4.6%
2018	5 052	4.8%	2 352	2.2%
2011-2018	35 878	5.37%	20 779	3.11%

Source : Ministère des Finances et calcul du Forum Ibn Khaldoun

ANNEXE X : emprunts extérieurs nets

	Emprunts extérieurs	Services dette extérieure	Flux nets
2003	1 657	1 394	+263
2004	1 428	1 793	-365
2005	1407	1 680	-273
2006	772	2 350	-1 578
2007	1 015	2044	-1 029
2008	970	1 418	-448
2009	1 163	1 808	-645
2010	1 225	2 050	-825
2003-2010	9 637	14 537	-4 900
2011	2 396	2 595	-199
2012	3 246	2 514	+732
2013	3 436	2 247	+1 189
2014	3 625	1 637	+1 988
2015	4 993	1 865	+3 128
2016	4 268	2 204	+2 064
2017	8 338	4 620	+3 718
2018	7063	4 528	+2 535
2011-2018	37 365	22 210	+15 155

Source : Ministère des Finances et calcul du Forum Ibn Khaldoun

ANNEXE XI : Effectifs de la fonction publique

Ministères	2010	2016	Variation
Education	107 837	203 690	+35 853
Intérieur sans les collectivités locales	66 023	93 884	+27 861
Défense	44 638	71 968	+27 330
Santé Y compris les EPS	59 495	83 318	+23 823
Agriculture	21 791	28 859	+7 168
Enseignement supérieur et Recherche	28 499	38 026	+9 527
Jeunesse et sport	12 388	19 813	+7 425
Finances	16 534	19 032	+2 498
Culture	4 470	7 245	+2 775
Justice	11 810	15 982	+4 172
Affaires sociales	5 646	9 153	+3 507
Autres départements	28 764	27 424	-1340
Total de l'effectif	466 120	619 409	153 289
Collectivités locales	22 712	34 001	11 289
Total Fonction Publique	488 832	653 410	+164 578

Source : Démocratie en quête d'Etat de Mahmoud Ben Romdhane